

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

ON S'ABONNE A PARIS :
BUREAU DE RIVOLI, 16.
Paris. Départ.
3 mois. 6 fr. 9 fr.
6 — 12 — 18 —
Un an. 24 — 36 —

S'adresser pour l'administration au citoyen FERRIER, directeur-gérant ;
Pour la rédaction au citoyen CAHAIGNE, rédacteur en chef, au bureau du Journal, rue de Rivoli, 16. (A franchir.)

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

Paris, 31 mars.

L'une des plus dégradantes écoles en politique est à coup sûr celle qu'on importa d'Angleterre chez nous sous le titre de monarchie constitutionnelle. Sans autre base que la fiction, elle a tout faussé, tout sali, tout souillé. L'intérêt personnel, l'égoïsme le plus abject, étant parvenus un jour à faire supporter leurs combinaisons machiavéliques, toutes les inspirations nobles de l'homme succombèrent pour un temps sous l'effort du vice et du crime réunis. Langage, sens moral, droit, sentiment, n'existaient plus que de nom. A part quelques hautes âmes et aussi ces classes opprimées qui, dans leur misère, échappaient du moins au contact impur des exploités, les couches sociales, envahies par la corruption qui tombait du trône, allaient à l'aventure, ne sachant plus d'une manière précise si, en définitive, la vertu, l'honneur, l'amour de ses semblables avaient jamais existé réellement.

La monarchie de Louis-Philippe est certainement la plus insolente et la plus hideuse application qu'on put faire d'un pareil système. Ce qui, pour nous, en offre la preuve irréfutable, c'est l'effronterie avec laquelle tous ses soutiens viennent aujourd'hui se présenter aux suffrages des électeurs. Les publicistes de cette école ne manquent pas d'essayer encore leur langage d'endormeurs afin de se faire admettre et de reconquérir, à petit bruit, leur chère position des anciens jours.

Dans cette poursuite que nous voulons bien ne pas qualifier encore, par égard pour quelques-uns, il y a trois mobiles : défaut de vue, mauvaise foi, trahison.

Comment des hommes qui ont tant étudié, disent-ils, l'équilibre des pouvoirs n'ont-ils pu saisir, pendant trente années, la bassesse et l'immoralité d'une école tombée en plein soleil sous la révolution du mépris ? S'ils n'ont su découvrir les vices et les effets dégradants de leur système, ils manquent de vue. Alors quelle garantie offrent-ils à ceux dont ils sollicitent les suffrages ? Fussent-ils républicains comme ils le disent, quelle serait leur utilité ?

Chez ceux-ci nous admettons la bonne foi ; mais pour ceux qui en manquent, et le nombre en est assez grand, la route est toute tracée. Désireux avant tout de satisfaire leurs appétits accoutumés, ils iront louvoyant, comme par le passé, entre le faux et le vrai, le juste et l'injuste, s'accrochant des deux mains à tout ce qui leur donnera bénéfice. Est-ce avec de pareils hommes qu'on peut asseoir les bases d'une rénovation sociale ? Non.

Il reste à parler de ceux dont la trahison est le but. Nous savons bien que ce mot fera jeter bien des cris ; mais nous savons encore mieux qu'il n'est que juste. A qui ces gens espèrent-ils donner le change ? Certains d'entre eux n'ont-ils pas l'audace de se prononcer tout haut pour la régence ? Ils ne l'auront pas, cela est certain ; mais enfin ils la veulent, ils useront de tous les moyens pour y arriver. N'allez pas croire que la guerre civile en perspective les arrête. Ils ne reculeront, si pourtant ils osent jamais se montrer, qu'au moment où la grande voix du peuple tonnant par les rues ramènera chez ces chevaliers taquins la prudence qui ne leur fait jamais défaut la veille du combat.

Ainsi donc, électeurs, fermez l'oreille à toutes ces professions de foi si fraîchement écloses ; jugez les hommes par leurs précédents ; demandez-vous si tous ceux qui ont appuyé de leurs votes malfaisants ce système qui aboutit au vol de la caisse d'épargne et au gaspillage de plus de huit milliards, demandez-vous, dis-je, si après de tels actes ce n'est pas le comble de l'impudence que d'oser se présenter devant vous.

L'urne électorale répondra. J. CAHAIGNE.

Une troupe d'individus dont il faut blâmer la conduite s'est livrée hier, à Vincennes, à des actes qui sont loin de coïncider avec ceux des combattants du 24 février. On a commis des dégâts aux abords du château. L'enlèvement des fascines nécessitera une dépense nouvelle que tout citoyen sage doit épargner à l'Etat.

Ces hommes n'étaient qu'égarés, nous nous plaignons à le croire. Toutefois il est bon de ne pas céder ainsi à l'enivrement d'un moment, peut-être aux suggestions perfides de gens intéressés.

Le commandant a fait acte de prudence et de dignité en s'abstenant d'user de la force contre ce qu'il pouvait regarder comme une agression. Sa conduite est digne d'éloges. Nous n'en dirons pas autant de celle du maire ni d'une partie de la garde nationale, qui, requis de prêter leur concours, l'ont refusé.

Le commandant s'est vu alors dans la nécessité de prévenir le préfet de police, qui envoya aussitôt trente hommes de la garde mobile, sous le commandement du capitaine Caillaud. Le chef de ce détachement exécuta sa mission de la manière la plus louable. Comme le faisait le commandant du château, le capitaine de la garde mobile n'usa que de persuasion, et bientôt tout rentra dans l'ordre.

L'action de la préfecture de police se montre chaque jour aussi forte que conciliante. Nous espérons que les citoyens, habitués de plus en plus à ce régime, tiendront à honneur de ne pas troubler, même pour quelques instants, la tranquillité publique.

M. le maire de Vincennes fera bien de prendre exemple.

Une de ces calomnies dont le plus profond dégoût fait seul justice est arrivée aujourd'hui à nos oreilles. Notre ami Bergeron est de ceux que d'aussi lâches menées ne sauraient atteindre. Le calomniateur, que nous avons vu ce matin, fera bien de se pénétrer de l'idée que de pareils actes entachent gravement la réputation de celui qui les commet.

Nous recommandons une fois de plus à nos concitoyens de s'abstenir de tirer dans les rues. Une baïonnette mal fixée, une baguette oubliée dans le canon, peut donner lieu à de déplorables accidents. Les hommes qui ont une habitude complète des armes à feu prennent eux-mêmes les plus grandes précautions. Ce n'est donc pas trop demander à ceux pour lesquels cet exercice est neuf encore en les priant de s'abstenir d'actes qui ne sauraient avoir aucune utilité et qui peuvent causer des accidents. L'effort ne fût-il que d'agiter les habitants paisibles, ce serait déjà trop.

REVUE RÉTROSPECTIVE ou Archives secrètes du dernier gouvernement, tel est le titre d'un recueil non périodique dont nous recevons le premier numéro ce soir.

Nous puiserons là d'utiles renseignements qui ne seront pas moins profitables aux électeurs. Ce recueil se vend par numéro, au prix de 50 c., chez Paulin, éditeur, rue de Richelieu, 60.

Nous admirons vraiment l'aplomb avec lequel le journal *la Presse* nous débitait hier des jérémiades, et surtout la modestie avec laquelle il jugeait de son importance personnelle : « Si on nous eût brisé notre plume, dit-il, nous eussions fait paraître *la Presse* avec ces seuls mots pour rédaction :

« LIBERTÉ DE LA PRESSE,
« 24 février 1848.

« La censure, abolie en droit, est rétablie en fait. »

« Et ce parti, ajoute-t-il, eût flétri aux yeux de l'Europe tout entière la République française et jeté des doutes sur l'avenir de la liberté des peuples. »

Certes il est impossible de pousser plus loin l'outrecuidance et l'orgueil ! Comment ? parce que le peuple se soulève contre un journal de mauvaise foi, parce qu'il se porte en masse vers la source des calomnies, vous allez prétendre que la République pourrait être flétrie par une semblable manifestation et qu'elle serait de nature à jeter des doutes sur l'avenir de la liberté des peuples ? Cela dépasse vraiment toutes les prévisions ! et nous vous remercions, M. de Girardin, de nous avoir épargné cette humiliation, à nous, pauvres patriotes, qui considérons la République comme notre œuvre et qui sommes jaloux de sa dignité.

Cependant, permettez que nous rétablissions les faits sous leur véritable jour. Oui, vous pourriez compromettre la dignité de la République ; oui, vous pourriez inspirer des doutes sur l'avenir de la liberté, si on ajoutait foi à vos paroles, car vous avez tout fait pour déconsidérer le Gouvernement provisoire. Sous les apparences d'une *adhésion loyale à la forme du gouvernement proclamé le 24 février*, vous avez caché un adroit jésuitisme, et chaque fois que vous avez cru trouver un blâme à adresser, vous n'avez point manqué de répandre à grands flots le venin qui vous tue. Un jour c'était une élogie sur l'embarras des finances, qui ne jetait aucune lumière sur la situation ; un autre, c'était une parodie des actes du Gouvernement provisoire que vous caricaturisiez affreusement, ou bien encore des paroles que vous prêtiez au peuple et qu'il n'avait point prononcées, mots incendiaires, vides de sens, gros de bruit, et qui ne pouvaient d'ailleurs aboutir qu'à aggraver le peuple contre ses représentants et qu'à lui ôter la confiance qu'il a et qu'il doit avoir dans les ministres qu'il s'est choisis.

Croyez-le bien, vous avez fait là une mauvaise action. Apôtre de la régence vous avez voulu jeter le doute dans les esprits, et vos perfides suggestions n'ont abouti qu'à la manifestation populaire dont vous vous plaignez et sur laquelle cependant vous spéculiez. Oui, vous spéculiez sur le désordre. De votre campagne où vous aviez fait prudence traitée vous écriviez : « Laissez briser ; » et vous ajoutiez à part vous : « Nous aurons vingt mille abonnés de plus. » Cela est-il digne, répondez, de faire article de recette de l'indignation populaire ? d'exaspérer le peuple par des appréciations fausses d'une situation imaginaire que votre feuille colporte de toutes parts, pour venir crier, lorsque la représaille arrive : « La censure est rétablie de fait ; on viole en moi la liberté de la presse ! »

Erreur, et personne ne le croira. Vous avez soulevé l'indignation publique ; le peuple, qui vient de faire disparaître un roi, a peut-être d'abord voulu vous écarter ; mais en voyant votre faiblesse, il s'est retiré en vous méprisant.

P. VILLEBLANCHE.

DES AMÉLIORATIONS AGRICOLES.

« L'agriculture, dit Chaptal, est la source la plus pure et la plus féconde de la richesse et du bien-être des nations. C'est par son état plus ou moins florissant qu'on peut juger partout du bonheur des peuples. L'état de l'industrie peut être passager ; la prospérité qui est établie sur une bonne culture du sol est seule durable. »

Il faut que le gouvernement républicain se pénétre bien de cette vérité et agisse en conséquence. Pour notre part, nous ne cesserons de le répéter, le salut de la France est dans l'agriculture et n'est que là. L'agriculture seule peut enrichir tout le monde ; les jeux de bourse n'enrichiront que des spéculateurs, surtout ceux qui s'entendent à escamoter les nouvelles télégraphiques.

Déplacer des richesses, ce n'est pas en créer de nouvelles.

Qu'est-ce que l'industrie sans l'agriculture ?

Qu'est-ce que le commerce sans l'agriculture ?

La seule force de l'homme est dans le sol. Les anciens exprimaient cette vérité par leur belle allégorie d'Antée.

Pourquoi, depuis deux siècles, les gouvernements qui se sont succédé en France ont-ils, comme Hercule, cherché à soulever Antée ? Était-ce pour l'étouffer ? Je le croirais sans peine, car tous ces gouvernements représentaient le despotisme, et le despotisme n'a jamais eu qu'un but : réduire les peuples à l'immobilité, à l'inertie. Voyez plutôt comme Louis-Philippe, de budget en budget, par un accroissement bien calculé de la dette publique, nous conduisait à la banqueroute générale, absolue.

Les gouvernements républicains doivent procéder, à quelque chose près, par voie d'écart absolu à l'égard du passé. Abandonner toute espèce d'errements antérieurs, c'est déjà en avoir trouvé de nouveaux.

La monarchie n'avait pas à tous le droit de vie, elle avait ses raisons pour cela. Tenant les hommes en tutelle, ou pour mieux dire en servage, elle devait cesser d'exister le jour où les hommes seraient mis en demeure de s'émanciper. La monarchie ne pouvait faire que des esclaves ; la République doit anéantir jusqu'aux dernières traces de l'esclavage, sinon elle serait un mensonge, une monarchie déguisée.

Qu'elle rende donc la mission du cultivateur assez importante, lucrative et avantageuse pour qu'elle soit recherchée et exercée (comme le disent Caton et Columelle) par des hommes instruits, aisés et de bonne volonté.

Détruisez au plus tôt les préjugés qui l'avalissent. Efforcez-vous de montrer combien elle est solide et préférable à ces occupations frivoles qui constituent la vie dans les villes, succession monotone de jours que viennent seulement briser les commotions fébriles du jeu et de l'agiotage.

Donnez un prestige à l'agriculture comme à l'armée, comme à l'industrie. Arrachez-la à l'empirisme pour l'élever à la hauteur d'une science. Au lieu d'une nation de chicaneurs et d'empoisonneurs, de phraséologues et de charlatans, vous aurez un peuple d'honnêtes citoyens, moins bavards, aisés et pleins de sens. Au lieu de bagnes recrutés de notaires et de banquiers, vous aurez de vastes établissements agricoles où l'âme humaine se développera dans la pureté, dans la plénitude de ses énergies.

Ce qui manque à l'agriculture, ce sont les capitaux. « Si l'on appliquait à l'amélioration de l'agriculture la moitié des capitaux que l'on paye à l'étranger pour l'importation des denrées de première nécessité, telles que grains et bestiaux, non-seulement nous cesserions d'être ses tributaires, mais nous produirions encore assez pour exporter à notre tour, et la richesse nationale s'accroîtrait dans ses revenus ainsi que dans son capital foncier. »

L'espace nous manque pour entrer dans les détails. Contentons-nous de signaler les résultats fournis par le calcul.

La France contient de 52 à 55 millions d'hectares, dont 25 millions de terres labourables. Eh bien, il est prouvé qu'au moyen d'une culture bien entendue, on peut obtenir chaque année :

1° Une quantité de céréales suffisante pour nourrir la population pendant deux ans ;
2° Assez de pommes de terre pour nourrir une population double de celle de la France à défaut de froment, et avoir un excédant considérable ;
3° Qu'on peut avoir 5,960,000 bêtes chevalines, 22,000,000 de bêtes bovines, 110,000,000 de bêtes ovines, 12,000,000 de porcs ;
c'est-à-dire : 2,000,000 de bêtes chevalines de plus qu'aujourd'hui, 14,000,000 de bêtes bovines, 81,000,000 de bêtes ovines, 8,000,000 de porcs,

dont la valeur totale s'élève au delà de six milliards de francs de plus que ce que la France possède aujourd'hui.

Ces nombres sont la plus éloquente des démonstrations.

Pour atteindre ces résultats, qui semblent fabuleux et que nous touchons cependant du bout des doigts, que faut-il ? Une chose bien simple, en vérité, bien facile à trouver sous la République, l'association, c'est-à-dire des capitaux.

On fonde ainsi des fermes expérimentales, on livre à la culture les biens communaux, on organise les écoles agricoles.

On nous propose à cet effet d'établir trois espèces de fermes écoles, ayant chacune un mode et des degrés d'instruction différents :

- 1° Les fermes écoles communales ;
- 2° Les fermes écoles d'arrondissement ;

5° Les fermes écoles de département.

La ferme communale n'est pas seulement chargée de départir l'instruction. Elle renferme une retraite pour les vieillards valides, une maison de santé pour les infirmes et valétudinaires de la commune, une crèche pour les petits enfants; elle est un centre commun où se retrouvent les ouvriers sans travail.

La ferme d'arrondissement a pour but de former des régisseurs, des contre-maîtres, des fermiers habiles. Là il y a deux catégories d'élèves, ceux qui payent et les orphelins qui reçoivent un enseignement gratuit.

Enfin les fermes-écoles de département offrent des études plus fortes : de là sortiront les ingénieurs, les professeurs, les directeurs ruraux. Ce seront des écoles secondaires d'agriculture.

La répartition des bénéfices se fera chaque année d'une manière équitable.

Quant aux heures de travail, il ne sera affecté aux travaux manuels que huit heures par jour et aux études théoriques trois heures.

L'instruction comprendra des cours d'économie agricole, de comptabilité agricole, d'horticulture, de sylviculture, de botanique, d'art vétérinaire, de notions élémentaires de physique, de chimie, etc., d'instruction religieuse et morale.

Utopie, utopie! diront les préjugés. Encore un coup, rien n'est si facile à réaliser. Il existe un théâtre d'expérimentation, les terrains communaux (7,799,692 hectares) livrés à la dépaissance collective ou vaine pâture. Toutes ces terres ne donnent pas 6 fr., terme moyen, par hectare; avec quelque culture, on en pourrait obtenir un produit annuel de 60 fr. pour la commune.

Cela vaut-il la peine qu'on y songe enfin? Quand est-ce que le moyen âge cessera de régner? Détruire les rois est chose facile; mais les préjugés! rien ne pourrait les déraciner. Que le Gouvernement provisoire y pense; que le citoyen Bethmont fasse voir à la France que l'on s'occupe sérieusement de 25 millions de ses enfants!

La République fera le tour du monde.

La grande alliance des peuples s'est faite hier à l'occasion du départ des braves Polonais. Français, Allemands, Suisses, Italiens, s'étaient réunis à eux bannières déployées pour leur faire, au dehors de la barrière Saint-Antoine, la conduite fraternelle. La légion allemande partait aussi, elle, et formait l'avant-garde. Des volontaires français, en grand nombre, s'étaient joints à la première colonne polonaise : hommes du peuple, étudiants, commerçants, toutes les classes avaient leurs représentants parmi ces volontaires. C'est que la cause qu'ils vont servir est sacrée et qu'elle est celle du monde entier; c'est qu'ils vont enfin payer le juste tribut de l'humanité au long et douloureux martyre de cette nation-sœur, la Pologne!

Sur la place de la barrière Saint-Antoine, la colonne fit une halte. Les drapeaux des différents peuples représentés se formèrent en groupe, et les délégués de chacun de ces peuples firent leurs adieux aux Polonais dans les termes les plus fraternels et les plus touchants; adieux interrompus vingt fois par l'émotion solennelle de toute cette foule transportée au nom de liberté, attendrie au nom de Pologne. C'était vraiment là le spectacle magnifique de la grande alliance des peuples; ceux qui y ont assisté ne l'oublieront jamais.

Les Polonais ont répondu dignement et en hommes de cœur à cette sympathie unanime de toutes les nations groupées autour d'eux. On s'embrassait dans de longues étreintes, on pleurait : « Mais, disaient-ils, cette fois nous aurons la liberté! » Ils l'auront.

Ils sont par là; ils vont rendre l'espoir aux nations du Nord; ils vont porter aux bords de la Vistule le beau nom de la France, et faire tressaillir les peuples à ce nom. Que les despotes-esclaves de la Russie, dans d'absurdes fanfaronnades, insultent à notre patrie et à l'œuvre de la Révolution, c'est pitié! Les insensés! ne savent-ils pas quelle force a notre bras, quelle force a notre cœur surtout? N'entendent-ils pas dans l'Europe entière l'écho de notre voix! Les insensés! s'ils ont recours à de misérables bravades, c'est pour prolonger d'un jour l'agonie de leur puissance; c'est qu'en face du péril imminent, la peur précipiterait leur chute, et qu'ils n'osent pas avoir peur!

S'ils avaient vu partir ce matin pour tous les points de la carte d'Europe ces légions républicaines de tous les pays, ils se seraient avoués bien bas : « Oui... oui... la République fera le tour du monde. » Et puis ils auraient nié Dieu pour ne plus croire à cette vérité. Qu'importe! malgré leur doute honteux, « LA RÉPUBLIQUE, CITOYENS, FERA LE TOUR DU MONDE! »

Nous insérons l'adresse présentée par les délégués suisses aux Polonais, comme résumant toutes celles qu'ils ont reçues ce matin. C'est le citoyen Morard, notre collaborateur, qui en avait été chargé.

Polonais, nos frères!

Dignes fils des héros de la Pologne, le temps est venu pour vous de quitter les lieux d'exil; retournez dans votre patrie chercher la lutte et tenter le succès contre vos oppresseurs. Vos frères de la Vistule vous appellent; vos frères les Français vous encouragent; nous, vos frères les Suisses, nous vous louons dans notre cœur.

« Nous allons en Pologne, » avez-vous dit. Vous allez au martyre, peut-être; mais vous êtes glorieux : vous ne pouvez pas rester neutres dans ce grand et solennel tressaillement de l'indépendance polonaise.

Cependant, frères, nous vous en conjurons, rapprochez-vous du champ de bataille, bien; mais observez et jugez avant l'action. Ne compromettez pas vos forces généreuses sans profit pour votre belle cause. Les forces actives des hommes de cœur ne doivent point s'user avant l'opportunité. Ayez confiance, surtout! La France est libre aujourd'hui, et veut aller vers vous; les peuples ont grandi, et quand les peuples s'élèvent, Dieu n'est plus trop haut! Ayez confiance!

Frères, nous avons connu les héros de la Pologne! Votre immortel Kosciuszko s'est endormi du sommeil suprême sur notre terre de liberté.

Frères, nous vous aimons! Nous vous aimons pour vos malheurs et pour votre courage. Nous suivrons les péripéties de votre voyage et de vos combats avec tout l'intérêt de bons frères. Nous combattrons pour

vous, fiers d'être à vos côtés, si nous pouvions le faire; et le jour est proche peut-être où nous le pourrions, si la lutte inégale continue entre le droit brisé et l'iniquité violente, entre la victime et le bourreau!

Vous avez demandé des armes. Nous vous donnerions les nôtres; mais comme vous nous n'en avons point. Allez, nos frères! vos armes les meilleures c'est la louange et l'amour des grands cœurs. On aime la Pologne, on aime ses enfants; tous les fils de la liberté sont leurs frères.

Les Suisses ont voulu vous le dire et vous donner le baiser du départ.

Faites que les peuples mûrs vous glorifient pour votre sagesse autant que pour votre bravoure. L'Europe est ouverte, partez, frères!

Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, — c'est votre cri sublime, — soyez vainqueurs!

Et gloire à Dieu!

Adieu, frères!

Intérieur.

Les habitants de La Chapelle-Saint-Denis, qui se sont levés en masse hier contre leur maire, le citoyen rétrograde Bouttevilleux, sont aujourd'hui vivement satisfaits de sa destitution. Il y a bien des communes encore où les fonctionnaires municipaux devraient être destitués. Nous le répétons chaque jour avec persévérance. Nous rendra-t-on enfin raison?...

Une députation d'un corps de travailleuses s'est présentée à l'hôtel de ville. Le citoyen Villars, rédacteur de la *Revue littéraire*, était chargé de faire valoir leurs droits basés sur la pénurie où les plaçait la crise financière. Une modeste rétribution quotidienne de cinquante centimes était le fond de la question. Le citoyen Buchez, après un discours chaleureux qui témoignait de l'intérêt qu'il prend à la cause, après en avoir conféré avec la citoyenne Mallet, a donné promptement solution à leurs justes demandes. Des affiches ont annoncé que les secours seraient délivrés dans diverses mairies et chez la citoyenne Mallet, 15, Chaussée-d'Antin. Nous sommes heureux d'annoncer à nos lecteurs que les citoyens Arago et Lamartine ont coopéré par de magnifiques dons à cette bonne œuvre.

Considérant comme un devoir de faire connaître le nom des citoyens qui ont combattu pour la liberté dans la journée du 24 février, nous nous hâtons de dire que ceux qui, conduits par le citoyen Hauteville, se sont emparés, après trois rudes assauts, du poste des municipaux du marché Saint-Martin sont les nommés Pinson, Le-père, Moac, Guillaume, Renaut, Martinet, Faure, Graff, Juspien, Sinet et Simonet.

Simonet est mort des suites des blessures qu'il a reçues à cette attaque. Hauteville est encore à l'hospice des Tuileries.

DONS PATRIOTIQUES.

Nous prêtons de grand cœur notre concours à la généreuse détermination que viennent de prendre un grand nombre d'officiers retraités de Paris, qui s'engagent à verser une journée de leur solde de retraite pour atténuer, autant qu'ils le peuvent, l'effet de la crise financière. Les mauvais citoyens exploitent au profit des partis tarés et ennemis de la République la gêne nationale actuelle. Les bons citoyens, au contraire, se dévouent corps et âme au nom du peuple français et de la patrie. Ceux qui ont servi la France en bons soldats la veulent servir encore en bons patriotes; après leur sang versé, ils versent leur argent; c'est toujours payer de sa vie à la grande cause des nobles cœurs. Voilà qui est d'un bel exemple! Honneur à ceux qui seront capables de l'imiter; honte à ceux qui y resteront sourds!

Nous croyons que tous les officiers en retraite de la France entière partageront le patriotique élan de leurs vieux camarades de Paris. Ce serait apporter un soulagement de plus d'un demi-million à la détresse publique.

Nous nous ferons un devoir de recevoir les offrandes et de publier les noms des déposants. Personne n'hésitera parmi les officiers en retraite. Dans huit jours le public les connaîtra tous, et nos listes vaudront pour lui un bulletin de la grande armée.

Don patriotique au trésor national, par les compteurs de la vente en gros de la marée, 33 francs;

833 fr. 15 c. par le personnel de la halle aux beurres, savoir :

Employés du contrôle, 48 fr.;
Les facteurs et employés, 542 fr. 15 c.;
Le facteur aux fromages, 20 fr.;
La compagnie des foris, 500 fr.;
La compagnie des compteurs, 145 fr.

Aujourd'hui les cochers de fiacre, tambours en tête, se rendaient en corps à l'hôtel de ville. Plusieurs d'entre eux portaient des sacs sur l'épaule. Ils allaient offrir au Gouvernement provisoire 6,000 fr.

Nous attendons toujours l'offrande de MM. les banquiers et de MM. les membres du club républicain dans lequel figurent MM. Viennet, Liadières, duc de Richelieu, duc de La Force, duc d'Estissac, comte d'Anthouard, de Nèbe, de Crillon, etc., etc.

Allons, messieurs, la République vous attend.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

MUSÉE NATIONAL DU LOUVRE.

L'exposition du Louvre sera fermée à partir du dimanche 16 avril inclusivement pour un remaniement dans le placement des ouvrages.

L'administration tient à la disposition des artistes un livre où seront recueillies toutes leurs observations; ce livre sera mis sous les yeux de la commission chargée du placement.

Le jour de la réouverture de l'exposition sera publié par la voie des journaux.

Paris, le 31 mars 1848.

Le directeur général des Musées nationaux,
JEANDRON,

TRAVAUX DU CONSEIL DE DÉFENSE.

Avant-hier, vers une heure de l'après-midi, les membres du Gouvernement provisoire se sont rendus au ministère de la guerre et ont assisté à une séance du conseil de défense qui s'est prolongée jusqu'au commencement de la soirée.

On assure que des décisions importantes ont été prises relativement à des mouvements de troupes et à des marchés considérables à passer pour l'achat de 28,000 chevaux et d'équipages de campagne.

Dans l'armée, chaque régiment de ligne a reçu l'ordre de former les cadres de trois compagnies nouvelles.

Chaque régiment de cavalerie a reçu l'ordre de former les cadres d'un escadron nouveau.

Le Gouvernement se prépare pour les éventualités qui pourraient surgir de la guerre entre le Piémont et l'Autriche.

L'ordre a été expédié au 2^e régiment d'artillerie, en garnison à Metz, de mettre immédiatement une batterie sur le pied de guerre, laquelle se tiendrait prête à partir.

On parle d'un projet d'organisation de huit escadrons de guides. Il est également question d'organiser, sous le nom de compagnies d'ordonnances militaires, un certain nombre de cavaliers qui font provisoirement, depuis le 24 février, un service d'ordonnance au ministère de la guerre.

Actes officiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Citoyens,

Les dons patriotiques affluent à l'hôtel de ville. Chaque jour, tous les corps d'état rivalisent d'abnégation et de générosité. Des ouvriers qui peuvent à peine, par de trop rares travaux, nourrir leurs familles, savent encore prélever de civiques offrandes sur un salaire insuffisant. La pauvreté même, oubliant ses besoins, se fait un devoir et un bonheur d'une privation nouvelle quand il s'agit de subvenir aux besoins de la République, notre mère commune.

Citoyens, vous donnez au monde un sublime exemple. L'hôtel de ville, ce palais du peuple, en est tous les jours le silencieux témoin; mais si votre modestie veut cacher ces héroïques vertus, le Gouvernement provisoire doit les révéler à la France et à l'Europe, qui vous contemplant!

La monarchie brisée par vous en février avait corrompu bien des âmes; mais le mal n'a point pénétré jusqu'au cœur de la nation. Citoyens, vous le prouvez tous les jours. Il est beau de combattre et de vaincre pour la liberté; il est encore plus beau de fonder la liberté sur l'inébranlable base d'un désintéressement et d'un patriotisme que ne découragent point les épreuves les plus poignantes.

Citoyens, le Gouvernement provisoire doit le proclamer hautement : la France est fière de vous; et la République, appuyée sur des cœurs tels que les vôtres, peut regarder sans crainte son avenir.

Citoyens, au nom de la patrie, au nom de la France, au nom de l'humanité, le Gouvernement provisoire vous remercie.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant qu'il importe de régulariser les dons volontaires offerts spontanément par les citoyens généreux;

Qu'il est nécessaire de donner à cette œuvre patriotique toute la solennité qu'inspirent à la fois et la situation présente et la reconnaissance méritée par le dévouement,

Arrête,

1° Une commission est instituée pour recevoir et organiser les dons volontaires et patriotiques offerts à la patrie.

2° Cette commission sera l'organe de la reconnaissance publique envers les citoyens qui ont déjà donné l'exemple des sacrifices.

3° Elle prendra toutes les mesures nécessaires pour que ces sacrifices soient connus et honorés.

4° La commission est composée comme il suit :

Les citoyens :
Lamennais, président;
Béranger, poète, vice-président;
Littre, membre de l'Institut;
Ch. Thomas, secrétaire.

Ils pourront s'adjoindre d'autres citoyens pour compléter la commission.

Fait à Paris en conseil de Gouvernement, le 30 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le ministre secrétaire d'Etat au département de l'agriculture et du commerce,

Considérant que les manufactures nationales des Gobelins, Beauvais et Sévres réclament d'importantes réformes sous le double rapport artistique et industriel;

Que, sous le rapport artistique, elles ne doivent produire que des œuvres qui conservent à la France la gloire d'une supériorité jusqu'ici incontestée dans les branches du travail dont ces trois manufactures sont l'expression la plus élevée;

Qu'au point de vue industriel, la production doit être activée, le travail mieux réglé, et les moyens d'exécution calculés de telle sorte que l'industrie et l'art, se prêtant un mutuel secours et s'unissant dans une même pensée, se développent et se perfectionnent l'un par l'autre;

Considérant que, pour marcher d'un pas également vite et sûr dans la voie des améliorations nombreuses et très-diverses qui sont à réaliser, l'administration a besoin de s'éclairer des lumières de la discussion et de s'appuyer sur les conseils et sur les indications de l'expérience et du talent,

Arrêté.

Art. 1. Il

re et du c

tionnemen

Beauvais e

Art. 2. C

de propose

me actuel

port indust

Art. 3. S

de perfecti

Gobelins, l

MM. Paul I

Klagman

Séchant,

Feuchère

Badin, a

des Go

Ebelmen

nale de

Diéterle,

de Sév

Chevreul

tire de

de Bea

H. Fleur

crétaire

du con

Art. 4. I

desdites m

un préside

Art. 5. M

nufactures

du commer

perfection

Paris, le

Arrête ce qui suit :

Art. 1. Il est formé près du ministère de l'agriculture et du commerce un conseil supérieur de perfectionnement des manufactures nationales des Gobelins, Beauvais et Sévres.

Art. 2. Ce conseil a pour mission de rechercher et de proposer toutes les réformes à opérer dans le régime actuel des dites manufactures, sous le double rapport industriel et artistique.

Art. 3. Sont nommés membres du conseil supérieur de perfectionnement des manufactures nationales des Gobelins, Beauvais et Sévres :

MM. Paul Delaroche, peintre d'histoire ;
Klagmann, sculpteur ;
Séchant, architecte-peintre ;
Feuchère, architecte ;
Badin, administrateur des manufactures nationales des Gobelins et de Beauvais ;
Ebelmen, administrateur de la manufacture nationale de Sévres ;
Diéterle, artiste en chef de la manufacture nationale de Sévres ;
Chevreul, de l'Institut, directeur des travaux de teinture des manufactures nationales des Gobelins et de Beauvais ;
H. Fleury, chef du cabinet, faisant fonctions de secrétaire général du ministère de l'agriculture et du commerce.

Art. 4. Le conseil supérieur de perfectionnement des dites manufactures nationales élira, dans son sein, un président.

Art. 5. M. Cherubini, sous-chef du bureau des manufactures nationales au ministère de l'agriculture et du commerce, remplira, près du conseil supérieur de perfectionnement, les fonctions de secrétaire.

Paris, le 30 mars 1848.

BETHMONT.

AVIS IMPORTANT.

La réunion électorale des habitants du département de la Creuse qui devait avoir lieu aujourd'hui, à 7 h. du soir, dans la salle des Batailles, au Palais National, est remise à demain soir à la même heure et au même endroit. Tous les habitants de la Creuse, habitants de la ville de Paris, sont invités à assister à cette réunion électorale.

Compte rendu des Clubs.

Le citoyen Nottelle, membre du club des Droits de l'homme, où sa candidature a été mise en délibération (voir notre numéro d'avant-hier), nous adresse une longue réclamation pour protester contre le procès-verbal qui nous a été envoyé par le bureau de ce club. Nous prions le citoyen Nottelle de s'adresser directement au club des Droits de l'homme si sa réclamation est fondée. Nous devons croire, nous, que le procès-verbal que nous avons inséré est exact, puisqu'il a été signé par le président et par le secrétaire.

SOCIÉTÉ DES DROITS DE L'HOMME.

Séance du 30 mars. — Lecture et adoption du procès-verbal.

Profession de foi du citoyen Cauchois-Lemaire. Il énumère ses titres à la candidature en sa qualité de vétéran de la presse démocratique, et les persécutions qu'il a subies pour ses opinions.

Le citoyen Villain, président, demande au citoyen Cauchois-Lemaire s'il n'a pas été emprisonné sous la restauration pour avoir engagé Louis-Philippe à se saisir de la couronne.

Le candidat convient du fait ; mais il ne l'a fait que dans un but révolutionnaire, et non par dévouement pour le duc d'Orléans. Il ajoute qu'après son avènement au trône, Louis-Philippe lui a offert une pension de 6,000 fr. sur sa cassette et qu'il l'a refusée.

Le citoyen Villain rend toute justice au caractère du citoyen Cauchois-Lemaire, qu'il déclare parfaitement honorable ; mais cela ne lui paraît pas tout à fait suffisant, et il demande au candidat quelles seraient les mesures qu'il aurait à proposer à l'Assemblée nationale pour résoudre la question sociale.

Le candidat répond qu'on parle beaucoup de réduire la propriété ; mais il croit qu'une telle mesure pourrait soulever la France contre la République : que le plus petit paysan, ne possédant-il que quelques perches de terrain, se ferait tuer plutôt que d'abandonner ses droits de propriétaire. Quant à lui, il déclare qu'il ne veut pas y toucher.

Le citoyen président insiste pour connaître les moyens immédiats qu'emploierait le candidat pour détruire le prolétariat : « Il y a, dit-il, des gens qui souffrent, qui ont faim, et l'on doit y pourvoir par les mesures les plus promptes et les plus énergiques. »

Le citoyen Cauchois-Lemaire répond que de telles paroles lui semblent un appel à la guerre civile...

Ces mots soulèvent une grande agitation à la suite de laquelle la parole est retirée au candidat.

Le citoyen Bonbias, candidat à l'Assemblée nationale, fait sa profession de foi. Il dit que si le club n'était composé que des citoyens qui se sont occupés de politique depuis vingt ans, il n'aurait aucun besoin de faire sa profession de foi, que ses antécédents sont bien connus par eux ; mais comme il n'a pas la prétention de croire que son nom ait eu beaucoup de retentissement en dehors du parti républicain, il se croit obligé d'entrer dans quelques explications personnelles.

Le citoyen Journaux prie le candidat d'expliquer à l'assemblée comment, suivant lui, la liberté immédiate et absolue pourrait être établie.

Le citoyen Bonbias répond qu'on devra exiger que la déclaration des Droits soit une vérité ; que cependant on doit y ajouter les modifications, les développements nécessaires par le progrès de l'esprit humain. Il croit qu'en principe la propriété est une iniquité : la terre appartient à tous, et la société, seule propriétaire légitime, doit administrer au profit de tous. Mais il est fort difficile d'expliquer, quant à présent, les moyens d'arriver à ce but auquel doivent tendre tous les vœux des hommes de cœur et de principes.

Le citoyen Nottelle pense qu'il est impossible en ce moment d'appliquer ces principes, tout justes qu'ils sont.

Le citoyen Bonbias croit que le changement ne serait point aussi grand qu'on se le figure. Dans l'an-

stienne organisation, l'Etat ne nous demandait-il pas pour acquitter l'impôt une part de notre travail, qui cependant est la plus juste, la plus sainte de toutes les propriétés ? Eh bien ! les impôts seront établis sur de meilleures et de plus justes bases ; ce sera là tout le changement.

Le citoyen Bonnefonds demande au candidat comment il entend l'organisation du travail.

Le candidat répond qu'il y aurait outrecuidance de sa part à vouloir trancher en quelques mots une question aussi grave, que des hommes éminents qui y consacrent leurs veilles ne sont pas encore parvenus à résoudre.

Le citoyen Villain parle dans le même sens.

Le citoyen Nottelle demande quelques explications sur la rédaction du procès-verbal d'avant-hier, qui lui fait dire qu'on doit arriver à l'Assemblée sans idées préconçues. Il a dit : « Sans système préconçu. » On a de plus omis quelques développements dans lesquels il est entré.

Le citoyen Villain lui fait observer que n'ayant pas de sténographe, il peut se glisser des erreurs, et qu'il doit y avoir certainement des omissions.

CLUB DES HOMMES LIBRES.

Présidence du citoyen Lefèvre.

Séance du 30 mars 1848. — Lecture et adoption du précédent procès-verbal. La question de l'assimilation de l'Algérie à la France et toutes celles qui s'y rattachent sont mises en discussion. Le citoyen Lefèvre prend la parole et cède le fauteuil au citoyen Langrand, vice-président.

Dans un discours habilement conçu, le citoyen Lefèvre développe les considérations élevées qui doivent porter la France à se préoccuper hautement de l'Algérie : « L'Algérie n'est plus une possession française, dit-il ; maintenant que nous sommes en République, il faut considérer cette terre d'Afrique comme une de nos provinces. Il faut qu'un Français soit libre à Alger comme à Paris ; qu'il ne puisse jamais être soumis à des lois exceptionnelles. »

Le citoyen Collavru arrive aux mêmes conclusions que le citoyen Lefèvre par des considérations différentes. La proposition de l'incorporation de notre belle conquête africaine à la mère-patrie, tout à la fois comme une source de richesses et comme un point formidable de défense, est adoptée à l'unanimité et par acclamation.

Le club des Clercs, siégeant au Palais-de-Justice, vient d'être constitué par le citoyen Rémoiville, président du comité et de l'union des clercs.

CLUBS RÉPUBLICAINS ALSACIENS.

Par décision du comité des clubs alsaciens, constitué définitivement dimanche dernier, une seconde assemblée générale aura lieu dimanche prochain, 2 avril, à 2 heures de l'après-midi, dans la salle de la rue Turgot, n. 6 (au haut de la rue Rochechouart).

Tous les citoyens des départements du Haut et du Bas-Rhin sont vivement priés de se rendre à cette réunion importante.

CLUB DU PROGRÈS.

Séance du 30 mars. — La séance est ouverte par la lecture des Droits de l'homme. Le vice-président Moulin, qui occupe le fauteuil en l'absence du président Huber, demande que le club s'en procure 500 exemplaires.

La motion est mise aux voix et acceptée à l'unanimité.

Le bureau est reconstitué pour cause d'absence de plusieurs de ses membres.

Composition du bureau.

Président, Huber, conservé ; 1^{er} vice-président, Elbel, ancien secrétaire, est nommé à l'unanimité ; 2^e vice-président, Boileau, à l'unanimité.

Secrétaires : Pépin, conservé ; Faillet, à l'unanimité ; Huicque, à l'unanimité ; Maillard, à l'unanimité.

Trésorier, Thorel, à l'unanimité.

Archiviste, Martin, à l'unanimité.

La proposition faite de la part du club central de lui envoyer quatre factionnaires est acceptée à l'unanimité.

Le citoyen Stourb, présenté comme candidat à la Constituante, lit sa profession de foi ; il est interrompu par de vifs applaudissements et accepté à l'unanimité.

Le citoyen Elbel propose à l'assemblée de rédiger une pétition tendant à faire une nouvelle organisation pour la garde nationale, prouvant que l'ancienne ne pourra pas rester telle qu'elle est.

Le citoyen Pommier fait observer que cela reculerait les élections de la garde nationale et par contre-coup les élections de la Constituante.

La proposition est ajournée.

Sur les observations de plusieurs citoyens qui se sont présentés à la mairie pour se faire inscrire sur les listes électorales, et auxquels il a été répondu différemment à ce sujet, l'assemblée a nommé à l'unanimité une commission de trois membres devant se transporter à la mairie du 2^e arrondissement, afin d'exiger du maire les instructions voulues par écrit. Ces trois membres sont : Moulin, vice-président démissionnaire ; Boileau, vice-président ; Bidault, secrétaire.

Liberté, Egalité, Fraternité.

TOUT POUR LA RÉPUBLIQUE.

Citoyens,

Le club des Incorruptibles, inspiré par l'ardent désir de consacrer à jamais la plantation des arbres de la liberté, et de voir fraterniser dans un banquet commun tous les clubs républicains, vous invite à vous rendre, par délégations ou en masse, bannières en tête, dimanche 2 avril, à 2 heures, place du Châtelet.

Chaque citoyen apportera de chez lui en nature, selon sa bourse, et l'on partagera en frères.

Venez donc tous, hommes et femmes, pauvres et riches ; car le peuple, c'est tous !

Signé PARENTHON.

N. B. Il est entendu que le mauvais temps ferait remettre le banquet.

Esprit des départements.

Quelques citoyens de la ville d'Orléans se sont présentés ce matin dans nos bureaux et nous ont rendu un compte exact de la situation actuelle du chef-lieu du département du Loiret. Les réactionnaires y parlent haut, et font parade d'espérances vraiment absurdes ; c'est tout naturel de leur part. Ce qui ne l'est pas, c'est de voir les républicains, même ceux bien connus de la veille, avoir peur d'oser les choses les plus simples. Par exemple, l'impression de quelques documents républicains a été refusée par le citoyen Pagnerre, d'Orléans, sous prétexte que les légitimistes sont très-nombreux en cette ville. C'était donc précisément le cas d'imprimer ces documents républicains. Nous blâmons pour aujourd'hui, et nous observons pour demain.

— L'appel du citoyen Girardin a été entendu aux bords de la Gironde, et s'il n'y avait quelque chose de profondément dégoûtant à remuer les turpitudes perverses dans lesquelles paraît se complaire le *martyr* *bénévole de la Presse*, nous répondrions comme il convient à son officieux girondin ; mais d'autres soins nous occupent. Toutefois, qu'on n'abuse pas trop de notre répugnance pour un si burlesque sujet de polémique, car du jour où (ce qu'à Dieu ne plaise) de pareilles et insignifiantes personnalités emprunteraient aux circonstances déjà assez difficiles où nous nous trouvons un caractère d'une certaine importance, ce serait nécessité pour nous de démasquer les traîtres et d'avertir les dupes... s'il peut y avoir encore des dupes. Pour le moment, nous apprendrons au *Mémorial bordelais* qu'il trompe indignement la conscience publique, ce qu'il sait aussi bien que nous ; mais nous ajouterons, ce qu'il ignore encore peut-être, que le citoyen Girardin n'est que plaisamment ridicule aujourd'hui.

— Le *Phare de La Rochelle* publie la liste des candidats.

Aux électeurs de l'arrondissement de La Rochelle.

Citoyens,

Le comité central républicain de la Charente-Inférieure, réuni à Saintes, le 20 mars 1848, a décidé qu'il présenterait à vos suffrages, pour faire partie de l'Assemblée nationale, les douze candidats dont les noms suivent :

Audry de Puyravault ;
Baroche, ex-député de Rochefort ;
Bethmont, ex-député de la Rochelle ;
Brard, médecin à Jonzac ;
Coulanceau, propriétaire-méunier dans l'arrondissement de Saint-Jean-d'Angély ;
Dargenteuil, propriétaire à Saintes ;
Debain (Léon), ancien ouvrier charpentier à Marennes, depuis instituteur à Méchers, aujourd'hui chef d'institution à Paris ;
Dupont, ancien avocat à Paris, aujourd'hui agriculteur dans l'arrondissement de Jonzac ;
Gaudin, avocat à Saintes, l'un des rédacteurs du journal *l'Union* ;
Renou de Ballon, agriculteur, commissaire actuel de notre département ;
Target, maître mécanicien au port de Rochefort ;
Thomas (Charles), rédacteur du *National*.

A ces douze candidats, le comité républicain de La Rochelle, prenant en considération les sympathies générales manifestées dans son sein et dans son assemblée publique du 19 mars, a cru devoir ajouter le nom de M. Emile Labretonnière, propriétaire, dont le patriotisme bien connu de tous ne s'est jamais démenti.

— Nous lisons dans *l'Union*, journal de la Sarthe, de l'Orne et de la Mayenne, une touchante élogie sur la destitution de M. de La Tournelle, président à Dijon. Nous l'insérons dans son entier :

« La magistrature a cessé d'être inamovible.
« M. de La Tournelle, président à Dijon, a été destitué ni plus ni moins qu'un sous-préfet, et il est remplacé par M. Mutteau, ancien député de l'opposition.
« On ne peut se méprendre sur la valeur et la portée de cette mesure draconienne. M. de La Tournelle n'a point offert sa démission ; il n'a ni l'âge ni le temps déterminé pour être admis à la retraite.
« C'est une destitution brutale et sans autre motif que l'amitié qui l'unissait à M. Guizot.
« On s'est battu en 1830 pour le maintien de la charte : nous comprenons que toutes les clauses de la charte en faveur de la royauté se trouvent abrogées ; mais, ce que nous avons peine à concevoir, c'est que les élus de la liberté touchent aussi violemment aux clauses favorables au peuple, aux garanties les plus saintes pour les personnes et la propriété.

« En brisant l'inamovibilité de la magistrature, ils portent une main impie sur le sanctuaire le plus respecté, le plus respectable des libertés publiques ; ils attaquent, ils dissolvent un corps illustre que les rois les plus absolus n'ont jamais blessé sans trembler ; ils compromettent la cause de la République, car ils rappellent au pays les lugubres souvenirs des magistrats imposés à une autre époque.
« Par des actes de ce genre, un gouvernement compromet toujours gravement son influence et sa popularité parmi les honnêtes gens.
« Nos dictateurs provisoires ne doivent point oublier en écoutant les exigences de leur entourage qu'il y a en France d'autres exigences moins bruyantes, mais plus justes et plus sérieuses ; ils ne doivent point oublier qu'il y a aussi une voix qui saura toujours couvrir les clameurs de la place publique : c'est la grande voix de la France. »

Le journal *l'Union*, qui parle de la grande voix de la France, paraît ne pas l'avoir entendue. Cette grande voix a demandé la République, c'est-à-dire le renversement de ce qui est tyrannie, despotisme, déshonneur, de tout ce qui est privilège sous quelque forme que ce soit. La magistrature sous les monarchies avait un caractère d'inamovibilité qu'elle ne conservera pas, qu'elle ne peut conserver sous la République. Les magistratures de Charles X, de Louis-Philippe doivent s'y attendre, et la grande voix de la France demandera qu'elles soient brisées.

Nos colonies apportent aussi leur tribut patriotique ; les habitants de la ville de Blidah viennent d'offrir au Gouvernement provisoire, par l'entremise du général

Cavaignac, une somme de 580 fr. destinée aux blessés de février.

Un mandat de 224 fr., provenant d'une souscription des employés du domaine de la ville d'Alger, vient également d'être adressé au Gouvernement provisoire. Déjà un premier envoi de 745 fr. 50 c. avait été remis le 10 mars.

— Le *Journal d'Alençon* contient la circulaire suivante du citoyen Berrier-Fontaine, commissaire du Gouvernement :

« Alençon, le 13 mars 1848.

« Citoyens maires,
« Les élections générales qui vont avoir lieu doivent, par leurs résultats, exercer une influence décisive sur le bonheur de tous et la prospérité de notre patrie.

« Le décret du Gouvernement provisoire, qui admet à voter tout Français âgé de 21 ans non privé de ses droits civiques, appelle le concours d'un grand nombre de citoyens restés jusqu'à présent étrangers aux affaires du pays. Il importe donc d'user de tous les moyens qui sont en notre pouvoir pour les éclairer sur la gravité et les conséquences du grand acte qu'ils vont accomplir, sur les conditions que doivent réunir les représentants qu'ils ont à nommer, pour leur faire comprendre enfin tous les bienfaits dont la garantie est dans l'existence du Gouvernement républicain.

« Des lectures quotidiennes des journaux dans les mairies, maisons d'écoles, ou autres lieux à la convenance du public, me paraissent pouvoir offrir ces avantages.

« Fixées à l'heure où les travaux de chaque jour sont terminés, je ne doute pas qu'elles ne réunissent beaucoup d'habitants. Vous aurez soin d'en informer vos concitoyens.

« Dans les communes où les ressources du budget ne permettraient pas de faire cette dépense, qui sera de peu d'importance par suite de la réduction du prix d'abonnement des journaux, j'aime à croire que les maires, les conseillers municipaux et les habitants les plus aisés s'empresseront d'y subvenir au moyen de souscriptions volontaires.

« Les journaux qui, par leur rédaction et la sincérité de leurs opinions, peuvent le mieux remplir l'objet que nous devons nous proposer sont, entre autres, *la Réforme* (8 fr. par trimestre), *le National* (14 fr. par trimestre), *l'Atelier* (5 fr. par trimestre) et *le Populaire* (3 fr. par trimestre).

« Je recommande particulièrement l'exécution de cette mesure à votre zèle patriotique. Pour prévenir tout retard, j'ordonne à l'instant l'envoi du journal *la Réforme* à toutes les communes du département, pour un mois, sauf à celles qui voudront s'abonner à un ou plusieurs autres journaux à les faire demander.

« Salut et fraternité.

« BERRIER-FONTAINE. »

Notre ami Berrier-Fontaine sait quel esprit préside à la rédaction de *la Commune de Paris*, *Moniteur des clubs*. Il ne nous nomme pas au nombre des feuilles républicaines. Comme nous n'avons pas démerité, nous le prions de ne pas nous exclure d'une phalange qui, au jour de la lutte, du combat, nous a vus et nous verra toujours dans ses rangs.

— *Saint-Esprit*. — Dimanche, plus de 400 citoyens se sont assis à un banquet qui a eu lieu sur la place de la Liberté. Beaucoup de militaires, de citoyens, se sont mêlés fraternellement à cette réunion, dont les convives s'empressaient de leur faire les honneurs. Les pauvres n'ont pas été oubliés.

Plusieurs citoyens ont prononcé à cette occasion de courtes et chaleureuses allocutions, auxquelles a répondu le cri de *Vive la République!*

La fête s'est passée avec ordre.
Nous n'avons pu nous procurer que les paroles prononcées par M. Lousteau, maître serrurier, l'un des commissaires. M. Lousteau a dit :

« Citoyens,
« La réunion d'aujourd'hui a pour but d'immortaliser à jamais notre indépendance et pour fraterniser à seule fin que nous marchions tous d'un bon accord.

« Il faut se rappeler que nos ancêtres se sont immortalisés pour la liberté et l'indépendance.

« Il faut que nous les imitions au péril de notre vie.

« Honneur et fraternité à tous nos concitoyens! Il faut tous fraterniser de cœur.

« L'union fait la force, et tant que nous serons unis, aucune nation de l'univers n'est pas dans le cas de nous imposer, et vous verrez, citoyens, que nos drapeaux seront respectés dans le monde entier.

« Vive la République! Union et fraternité! »

De bruyantes acclamations ont accueilli ces paroles, qui sont celles d'un bon et sensé patriote.

(*L'International de Bayonne.*)

— *L'Armoricain*, journal de Brest et du Finistère, publie la liste des candidats à la députation du Finistère à l'Assemblée nationale, dont la profession de foi a été publiée ou qui ont été présentés par des électeurs.

Brest (arrondissement).

MM. Lacroze, colonel de la garde nationale;
Brunel, président du tribunal civil de Brest;
Le Grandais, maire de Brest;
Rossel, Victor, magasinier au port de Brest;
Fauveau, ingénieur de la marine;
Rivièreux, Emile, propriétaire;
Souvestre, Emile, homme de lettres;
Pompery, Edouard, propriétaire;
Vincent, Aristide, ingénieur civil;
Rousseau, Louis, cultivateur-propriétaire;
Villeneuve, Gilbert, avocat;
Feillet, lieutenant de vaisseau;
Féval, Paul, homme de lettres;
Conrier, chef d'escadron d'état-major;
Lebris-Durmain, capitaine d'état-major;
Duval, commissaire du gouvernement près le tribunal civil de Brest;
Foultley, inspecteur général du service de santé de la marine;
Le Guen, Pierre, propriétaire à Landerneau;
De La Landelle, homme de lettres;
Gigaud, Charles, rédacteur du *Finistère*;
Blanchard, médecin au Conquet;
Gizorme, rédacteur de l'*Océan*;

Quimper (arrondissement).

MM. Duchâtellier, propriétaire.
Voisin, docteur-médecin.

Boullé, ex-préfet du Finistère.

Gigaud, Gabr., rédacteur de la *Sylphide républicaine*.

Châteaulin (arrondissement).

MM. Lacoste, juge au tribunal civil de Châteaulin.

Le Breton, Louis, médecin à Pleyhen.

Gourdin, propriétaire à Saint-Hernin.

Pernollet, ingénieur des mines du Huelgoat.

Hochart, cultivateur-propriétaire au Faou.

Morlaix.

MM. Décourant, avocat, maire de Morlaix;

Sweeney, avocat à Morlaix;

Quénée, juge de paix à Taulé;

Le Férec jeune, instituteur à Morlaix,

Ch. Alexandre, à Morlaix.

Quimper (arrondissement).

MM. Tahier, juge au tribunal civil;

Blin, propriétaire, à Quimper;

De Fournas, propriétaire.

Le comité électoral de l'arrondissement de Brest va présenter cette liste au contrôle des divers comités élus du département, afin de pouvoir établir une liste définitive réglant le rang des candidats d'après leurs chances respectives.

Le président du comité, ROSSEL (Victor).

— Le citoyen L.-F. Pierron, ex-chirurgien de la garde impériale, présente sa candidature dans le département de Bar-sur-Aube. Sa profession de foi, que nous avons sous les yeux, est absolument républicaine. Ce mot dit tout.

Étranger.

ANGLETERRE.

Londres, 30 mars. — Le *Sun* et le *Globe* donnent une nouvelle qu'ils prétendent être parvenue par le télégraphe électrique. Des nouvelles datées de Berlin deux jours plus tard n'en font aucune mention; cependant voici le texte de la dépêche que publient ces deux journaux :

Révolution en Pologne. — Destruction de Varsovie.

« Berlin, lundi soir (dépêche télégraphique).

« Varsovie est en pleine révolution. Mardi dernier, les habitants se sont levés en masse et ont mis à mort plusieurs milliers de russes. Les troupes sont retirées dans le fort et de là ont bombardé la ville. Varsovie est en cendres. Le général Sobieski, dernièrement capitaine dans l'artillerie belge, est ici, et il a donné l'ordre de réunir à tout prix deux cents pièces de canon. Demain la légion polonaise prussienne quitte Berlin aux frais du roi dans un train spécial. Elle sera accompagnée d'un grand nombre d'étudiants. »

Espérons que la France n'aura pas à pleurer sur la mort des martyrs de la liberté polonaise et que la cause de l'indépendance nationale triomphera.

Les consolidés continuent à suivre leur mouvement de baisse; ils ont fermé, à la bourse du 50, à 81 58.

ITALIE.

Des lettres plus circonstanciées racontent que la victoire des Milanais est due principalement au concours des habitants de la banlieue, qui sont entrés, au nombre de 2,000 tous armés, dans la ville au premier signal. Toutes les rues ont été barricadées en un clin d'œil, ce qui a empêché le général Radestky de pouvoir sortir de la ville.

Les habitants tiraient sur les troupes par les fenêtres et de derrière les barricades. Une grande partie de la garnison a été tuée ou faite prisonnière.

Les troupes qui étaient dans le château mouraient de faim. Aussi elles ont assouvi leur rage sur les maisons des environs, qui ne pouvaient pas être défendues par le peuple, et où elles ont impitoyablement assassiné vieillards, femmes et enfants.

On n'entend plus dans la ville qu'un cri, c'est celui de : *Mort aux égorgeurs du despotisme! Vivent les Milanais! Italiens, accourez pour secourir le joug!*

— Georges Doria avec 600 volontaires, Génois et Piémontais, ont été des premiers à entrer dans Milan.

— Des lettres de Turin annoncent le départ immédiat de Charles-Albert avec ses deux fils pour la frontière.

— La nouvelle du mouvement de Venise est officiellement confirmée: les militaires et les employés ont été renvoyés à Trieste. Le commandant Martinovich a été tué; le comte Zichy est retenu comme otage.

Un gouvernement provisoire a été institué.

Il ne semble pas néanmoins que les Vénitiens songent, comme on l'avait annoncé d'abord, à reconstituer une république basée sur l'oligarchie et à s'isoler du reste de l'Italie.

Les Autrichiens, chassés des principales villes de Lombardie, se sont retirés au delà de l'Adda en tournant Lodi.

Nous avons déjà dit que Mantoue, la plus importante forteresse d'Italie, est au pouvoir des patriotes: la garnison, composée en majeure partie d'Italiens, s'est rangée du côté du peuple. Le général autrichien est prisonnier.

La soldatesque autrichienne a commis des atrocités tant à Milan que dans les campagnes.

Certains détails font frémir d'horreur et sont dignes des temps d'Attila, dit une correspondance particulière.

Voici les premiers actes du gouvernement provisoire de Milan :

Réduction considérable du prix du sel;

Amnistie complète de tous les délits politiques;

Remise de toutes les amendes;

Maintien provisoire de tout le personnel administratif, à l'exception des employés étrangers.

Ce même gouvernement provisoire a publié une pièce importante, datée du 25 mars, dans laquelle il déclare n'avoir pris avec le roi de Sardaigne aucun engagement.

Ce prince a répondu aux députés milanais : « Je n'entrerai à Milan qu'après avoir vaincu les Autrichiens en bataille rangée, car je ne veux pas me présenter à une population si brave sans avoir remporté une victoire. »

ALLEMAGNE.

Il paraît qu'il s'opère dans la Poméranie et dans le

Brandebourg (provinces de Prusse) une espèce de réaction contre les événements de Berlin.

Quelques députés de ces provinces auraient, dit-on, protesté contre la révolution accomplie dans la capitale.

On écrit de Kiel, le 25 mars, que le roi de Danemark a révoqué les promesses qu'il avait faites relativement à l'émancipation du Schleswig-Holstein, et qu'il a résolu de commencer la guerre contre les deux duchés. Des désordres ont éclaté à Sottorp.

RUSSIE.

Une lettre particulière de Saint-Petersbourg, en date du 13 mars, contient ce qui suit : « Il y a à peine dix jours que nous connaissons ici les événements de Paris, et déjà tout revêt une apparence guerrière.

« Tous les soldats en congé sont rappelés sous les drapeaux pour le 1^{er}-15 avril.

« Le recrutement est terminé et ajouté à l'armée un renfort de 500,000 hommes.

« Il est probable qu'avant la fin d'avril, une partie des forces russes sera dans la Pologne méridionale, sur les frontières de Silésie et de Bohême.

« La garde suivra ce mouvement; car l'empereur a félicité, il y a peu de jours, les officiers à l'occasion de la prochaine ouverture d'une campagne. »

AVIS.

Les citoyens des Basses-Pyrénées résidant à Paris sont priés de se réunir le samedi 1^{er} avril, à 8 heures du soir, dans l'amphithéâtre n° 3 de l'école pratique de médecine, en face de la rue Hautefeuille.

La seconde réunion de l'assemblée générale des Suisses aura lieu dimanche 2 avril, à 1 heure précise, dans les salles du Palais-National.

La *Société suisse du Grütli* y convie tous ses compatriotes habitant Paris.

Faits divers.

Dans le rassemblement qui s'était formé avant-hier soir devant les bureaux de *la Presse*, un grand nombre de crieurs proposaient ce journal aux citoyens d'une façon évidemment hostile. Un de nos collaborateurs dit à l'un d'eux : « Vous cherchez donc à irriter l'esprit public? Allez vendre votre journal ailleurs! — De quoi? répondit le crieur; POURQUOI LE LAISSEZ-VOUS IMPRIMER ALORS? »

Nous n'ajoutons aucune réflexion. (Authentique.)

— Voici comment aura lieu la taxe du pain le 1^{er} avril, à Paris, par suite de la baisse qui a eu lieu dans le prix des farines pendant la deuxième quinzaine de mars :

Première qualité : 29 c. au lieu de 31 c. le kil.

Deuxième qualité : 22 c. au lieu de 24.

L'approvisionnement de la Halle était aujourd'hui de 20,625 quintaux.

— Le costume des lycées est, dit-on, déterminé. Tunique bleu de roi, avec parements et collet rouges. Une palme au collet, et les bords de l'ouverture des parements blancs. Pantalon bleu, avec bande rouge de quatre centimètres. Képi rouge.

— Le *Censeur de Lyon* annonce que le général Pépé a traversé notre ville dimanche dernier, se rendant à Naples avec l'espoir d'y proclamer la République.

— Le départ de l'émigration polonaise se fera par petits détachements de vingt personnes. Le lieu du rendez-vous général de tous les Polonais habitant en ce moment la France est à Strasbourg. Un comité a été organisé par les réfugiés eux-mêmes pour s'occuper de fournir aux frais de voyage des divers détachements.

— Quelques journaux avaient dit que la première colonne allemande partie de Paris avait eu à soutenir, à son passage à Meaux, une fâcheuse collision avec la population du pays. Nous sommes heureux de démentir ce bruit tout à fait inexact, car nous apprenons au contraire qu'ils ont été logés et hébergés avec fraternité. Toutes les sympathies sont acquises à ces généreux patriotes dont un grand nombre ont quitté de belles positions dans le commerce et dans l'industrie pour aller proclamer la sainte alliance des peuples.

— Le capitaine Kersausie est arrivé mercredi à Paris, venant de Messine, où il a pris une glorieuse part à l'insurrection.

— Un bataillon de la garde nationale mobile a quitté hier Paris pour aller tenir garnison à Courbevoie. Ce bataillon était entièrement armé.

— Un des candidats errants à la royauté, don Carlos, qui habitait depuis quelque temps la ville de Gènes, vient de quitter cette ville pour se rendre à Modène, dont les dernières nouvelles annoncent la fuite précipitée du duc. Peut-être le prince espagnol se présente-t-il pour recueillir la succession sous bénéfice d'inventaire.

— Les débitants de boissons avaient résolu de se refuser à l'exercice. Le 25 mars, leur délégué a discuté, au ministère des finances, la mesure transitoire qui pourrait remplacer le mode de perception de l'impôt indirect, jusqu'à la loi qui sortira de l'Assemblée constituante. Le Gouvernement paraît disposé à accorder la taxe unique pour toute la France.

— Nous recevons des habitants d'Orléans, canton de Tarbes (Hautes-Pyrénées), une adresse d'adhésion au Gouvernement républicain. Le plus pur patriotisme a présidé à sa rédaction. Les citoyens de Dours, Sabalos, Houre et Souyeaux, canton de Pouyarture, se sont associés avec empressement à cette manifestation. On nous dit dans la lettre d'envoi que la République a été accueillie avec enthousiasme par les populations pyrénéennes.

— Il est question de transférer à Versailles l'école de Saint-Cyr, qui doit, dit-on, recevoir une grande augmentation numérique.

— Samedi soir à 7 heures précises, les électeurs de la Creuse se réuniront dans la salle des Batailles, au Palais National.

L'un des gérants, rédacteur en chef : CAHAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.

Dim

L

ON S'

3 mois. . .
6 — . . .
Un an. . .

Nous vo

minent à e

latent. Le

pris que q

ir pour le

parents ot

électorale

saires son

la pâte de

Nous n

torale qui

pression

corrupte

servis, on

l'avaient

Républiq

dévoueme

volonté se

plir leur

clamé la

résolution

bles et po

l'esprit de

arrêté à l'

Qu'on l

à des infl

pourrait

pour tran

lat des él

dites que

pour aller

parti cont

ruraux so

tous genr

ats juste

même étr

qui pèse

faits à l'a

blable po

pend de

peut-on s

parent s

des cours

impudem

Nous n

France, c

tats inco

bien loin

attribuer

une impa

Pourqu

lection ?

même av

rale, et e

plus larg

de machi

fit par ra

lection ?

perte des

telle n'es

suaider q

mandem

blement

n'a perdu

bles com

penser q

sir des o

Nous c

nement

mais qu'

quoi il p

et qui se

Loin d

tutionnel

ne pouve

ne comp

ment ré

patriotis

« On

versaires

river des

nul ne s

très-pru

serve; c

que réve

ment ui

une im

bien de

tion, ne

sur leur

C

La rév

trie.